

**OURS ? LOUPS ? LE PROBLEME EST POLITIQUE, LA SOLUTION AUSSI**  
**Bilan prospectif – suite réunion interpyréenne ADDIP, et AG ASPP65 du 19 avril 2008**  
Bruno Besche-Commenge

Pour moi, ce qui s'est dit de plus important lors de ces deux assemblées, a été dit en "off" par Claude V., à la fin, quand nous cassions la croûte (Claude pas mal non plus "en direct" avec le 6/4/2 à propos du Trentin; et le vin rouge et les plats étaient excellents, merci Marie-Lise et ses potes!).

C'était donc dans une discussion privée, mais, Claude, permets-moi de rendre public ce propos parce qu'il est fondamental pour bien comprendre, dans l'ordre: 1 – l'origine du pb., 2 – le fond du pb. tel qu'il se présente aujourd'hui et 3 - comment on pourra finir par en sortir, ce que je crois possible.

On parlait des battues d'effarouchement, et Claude m'a dit, je n'ai pas les mots exacts mais c'est le contenu: "Des fois je pense : il faudrait presque qu'ils nous remettent une Franska, parce qu'au moins on se voyait, on se rassemblait, on faisait des choses ensemble". Il ne faisait que traduire à un niveau local ce qu'on dit tous au niveau de la chaîne: "l'ours a permis qu'on se voie, se connaisse et travaille ensemble, sur le terrain concret".

**C'est exactement ça le vrai problème : le désert d'hommes**, même si des évolutions positives rassurent au moins un peu. Il a une origine (point 1), il pose des pbs de fond aujourd'hui (point 2), et si l'on ne se positionne pas à ces deux niveaux de façon claire sans confondre la cause principale et les cibles secondes, (point 3, ce sera ma conclusion), on a perdu non seulement à court terme – ce qui est simplement gênant car ça peut être contourné et réglé ensuite - mais ce qui est bien plus grave à long terme, et là on est ou morts ou Indiens dans la « réserve de paysans » (voir ci-dessous, la cas Calaeo).

En un mot : on n'arrivera à rien si on n'est pas capables, **tous**, de penser et de poser à **chaque fois** le pb dans sa **globalité : tout se tient et chaque détail s'inscrit dans cette logique, qui est politique au sens plein du mot.**

Si on ne le fait pas, on reste **enfermé dans le particulier, les guéguerres contre tel ou tel** (il les faut aussi bien sûr), et ça dure comme ça quand même depuis longtemps sans qu'on avance vraiment (même si on a pu limiter le nombre des dernières importations d'ours, comme le rappelait Philippe), **faut en sortir si on veut s'en sortir.**

### **1) – Origine du problème**

Je ne rentre pas dans les détails, c'est déjà assez long et complexe en résumant, mais tous les détails concrets, seraient essentiels pour bien voir comment « ça » s'est mis en place, par qui, de quelles façons, avec quels ajustements ponctuels.

On a très souvent fait, tous là aussi, cette remarque: « il y a quelques années ils n'auraient pas osé nous balancer ours et loups même s'ils y pensaient déjà ». Comme ce que disait Claude, ça peut paraître tout à fait banal, et bien non : c'est LE problème.

Question : qu'est-ce qui a conduit à ce changement ?

Là, faut pas se tromper de cible, les talibans de l'écologie n'y sont strictement pour rien ; s'ils sont « sortis du bois » aujourd'hui, c'est que tout avait été fait **auparavant** pour leur libérer le terrain, faut pas baratiner n'importe quoi pour se dédouaner : le taliban espèce parapluie, c'est aussi faux que l'ours espèce parapluie pour parler comme Benhammou le trqueur.

Et je vais être très clair parce que c'est un fait historique, certains y ont collaboré dans la profession agricole aussi, et au plus haut niveau. On veut le reconnaître, on ne veut pas, ça n'y change rien, c'est ainsi, on ne refait pas l'histoire ! **On peut, par contre, faire l'avenir autrement.**

Citation, ça concerne l'Ariège mais ce n'est que la traduction locale d'une politique globale que je vais préciser ensuite. Le 10 septembre 1963, un Inspecteur en Chef du Génie rural présente au Ministre de l'Agriculture un rapport intitulé : « *Principales lignes de force d'un aménagement rural dans le département de l'Ariège* ». D'entrée, son diagnostic met en scène une conception des hommes

et de leurs pratiques que le Plan Mansholt, cinq ans plus tard, ne fera que généraliser à toute l'Europe d'alors. C'est très bref, mais c'est radical, les docs similaires existent pour toute la chaîne :

*« Le problème démographique est la pierre d'achoppement de tout aménagement rural. Nous disposons, en Ariège, d'une population agricole trop nombreuse, et surtout trop âgée. D'ici 10 ans le problème du nombre sera résolu et celui de l'âge aggravé. Nous constatons actuellement les résultats de la politique de "crétinisation" des sols /.../. Pour fixer de jeunes agriculteurs de qualité à la terre, il faut en créer /etc.../ » /doc. personnel/*

Ce n'était pas du tout un délire local ou « administratif » (autre espèce parapluie, même si elle fournit les baleines : l'administration-parapluie).

En décembre 1968, au niveau européen, le Plan Mansholt va prévoir, en ses Articles 77 et 79, « la **rééducation professionnelle des agriculteurs** » que les orientations de la PAC destinaient à quitter la terre parce que, là aussi, ils étaient jugés « *trop nombreux* ». A côté, serait facilité « *l'accès à des études plus avancées à cette réserve d'éléments doués dont dispose le milieu rural* ». **Rééduquer** : comme des débiles ou des délinquants. Des « crétins » pas seulement en Ariège, ouf, ça rassure !

Fort logiquement alors, l'article 83 tirait les conséquences de l'exode rural ainsi programmé : « *on pourra aussi examiner dans quelle mesure /celui-ci/ ne devrait pas être partiellement compensé par la création de **centres de vacances ou de parcs naturels*** », tandis qu'une petite partie des terres délaissées serait « *destinée à la détente et à la santé publique* », mais la plus grande part « **cependant boisée** » (Article 105).

Petite bulle **boisée de détente** dans un monde de brutes, **parcs naturels** : l'ours et le loup, on le voit, ne sont pas tombés des nues comme une comète imprévue dans un ciel serein! Ils sont bel et bien le produit d'une histoire, de cette histoire-là.

Ce ne sont pas les talibans qui ont inventé la nature parquée, le retour au sauvage, ni les vieux cons trop nombreux à éliminer, ni les jeunes crétins à rééduquer! Ce n'est pas Mme. Olin Nelly qui a inventé « *ânes et imbéciles pyrénéens* ». Et aujourd'hui, lorsque **les talibans de l'écologie** nous expliquent à leur tour que nous ne savons pas tenir les bêtes et qu'il faut faire ceci ou cela, ils **prennent simplement le relais sur un terrain qu'on leur a ainsi préparé**.

Connaître cette origine, ça change tout dans la façon d'analyser et de réagir.

Un dossier très complet sur le Plan Mansholt, est proposé sur le site *European Navigator*, la référence multimédia sur l'histoire de l'Europe (<http://www.ena.lu/mce.cfm>). On y trouve notamment le texte intégral du Memorandum de Mansholt et, surtout, les directives adoptées à la suite en 1972 qui le mettent en pratique (72/161/CEE et 72/160/CEE).

Mais le commentaire qui introduit ce dossier est pour le moins étrange, il faut dire que le site en question n'est pas du tout critique en quoi que ce soit sur cette Europe (on peut en souhaiter une autre, mais ça aussi c'est mal barré pour l'instant!). Il indique en effet « *Le Plan Mansholt /.../ se réduit finalement à une série de mesures relatives à la modernisation ou à la cessation des plus petites exploitations et à la formation des agriculteurs.* »

*Modernisation, cessation, formation*, loin d'être une *réduction*, ce sont en fait les points essentiels de ce plan qui sont ainsi passés dans la pratique.

La marginalisation de la montagne comme lieu de production réelle y était programmée, en même temps que d'autres façons de produire étaient organisées, avec les *rééduqués*. L'intensification alors promue comme seul mode de développement agricole a été efficace certes, mais a aussi conduit aux problèmes que connaissent aujourd'hui la PAC et les filières agricoles en général, notamment:

- déséquilibre du territoire,
- atteintes au milieu,
- problèmes commerciaux et d'égalité de revenus (pour certains du moins, on connaît la répartition des aides par ailleurs) qui ne cessent de se poser alors qu'on prétendait les résoudre (c'est même impressionnant : dans TOUS les textes officiels européens depuis 50 ans, cet objectif est ressassé comme un objectif ... sans cesse raté et sans cesse à atteindre, mais demain !),

- et le fait que l'on envoie ours et loups aux « crétins » restés en montagne malgré tout, tout juste bons, une fois de plus, à être “rééduqués” pour, à présent, apprendre à “vivre avec les loups”.

Faut pas non plus se planter sur les diverses formes d'aides aux agriculteurs de montagne, le Plan Mansholt lui même est très clair en ce domaine, elles sont plus une mesure de charité, médecine palliative, qu'une véritable politique de développement agricole propre à la montagne. Parmi bien d'autres, il suffit de citer l'article 14: « *Il est évident que la politique des prix et celle des garanties sont établies largement en fonction d'aspects sociaux et cela risque de rester le cas tant que dureront ces insuffisances structurelles* » (voir en annexe 1 un copier-coller de passages clefs des articles du Plan, c'est bizarre mais ça ressemble exactement à ce qui s'est réalisé).

Il est très révélateur que la première vraie prime-montagne, en 1972, se soit appelée « prime à la vache tondeuse » ; c'était à la suite de la grande avalanche mortelle de Val d'Isère, due au fait que les pistes n'étaient plus entretenues par le pâturage. On était dans le seul entretien des milieux, pas du tout la fonction productive de l'élevage de montagne. A propos de la « réserve de paysans » de Calaeo <sup>(1)</sup>, on lit aujourd'hui ceci :

*« Encourager le développement des troupeaux de petit bétail, ovins et caprins, sera l'un des piliers du projet. L'objectif n'est pas uniquement de produire des aliments de qualité : “Des gens qui produisent de la viande, il y en a beaucoup, signale Varillas. Mais il y en a beaucoup moins qui produisent à la fois de la viande et des loups”. Chèvres et brebis agiront comme des débroussailleuses efficaces, elle éviteront que ne se ferment les pâturages et contribueront à lutter contre les incendies de forêt. Mais ce sont aussi des espèces qui favorisent la présence d'oiseaux charognards et de prédateurs comme le loup ».*

La « tondeuse-débroussailleuse » a la dent et la vie dures ! C'est toujours la même logique d'une production envisagée pour tout, sauf sa propre valeur pour nourrir les hommes, mais elle est noble : elle nourrit le loup. Claude V. t'as encore de l'avenir rassure-toi, en Indien tu seras très bien!

Il serait trop long d'analyser comme il le faut un fait pourtant très révélateur : la notion de « handicap naturel ». Sans arrêt avancée pour justifier les primes montagnes, c'est une stupidité historique, biologique et plus largement écologique. Sa seule fonction est idéologique : faire passer pour « naturelle », une réalité qui s'explique uniquement par les choix de types de développement et de types d'agriculteurs qui ont été faits conjointement par l'Etat et par les organisations professionnelles de l'époque, du moins les majoritaires. La marginalisation n'a rien de naturelle, ici comme ailleurs, elle repose sur des choix. Troisième espèce parapluie : la nature-parapluie.

On peut même y voir un excellent alibi pour ours et loups : puisque le handicap est « naturel », c'est donc bien qu'on est dans la « nature ». Et dans la « nature », ben des ours et des loups ... y en a !

Cette analyse du caractère finalement assez peu agricole de la politique de la montagne, qu'il m'est impossible même de simplement résumer en quelques lignes, on en trouve d'ailleurs une frêle esquisse dans une très officielle étude publiée par ces deux acteurs: « *Eléments pour un bilan de la Politique de la Montagne – La Documentation française, 1996, Ministère de l'Agriculture et APCA* ».

Parce qu'elle est arrivée plus tard dans l'Europe, l'Espagne a pris le paquet en bloc sans le discuter, surtout parce que elle a été hyper arrosée de pognon au titre du rattrapage, et que le pognon était conditionné par ce bloc (même pb avec nouveaux arrivants de l'est aujourd'hui). Elle est donc un

---

<sup>(1)</sup> pour ceux qui ne connaissent pas: dans les Asturies, une fondation de protection de la nature propose d'installer à Calaeo une “réserve de paysans” (sic: *reserva de paisanos*) afin de favoriser la cohabitation avec ours et loups. Association très bien en cour: Varillas, l'auteur des propos de la citation, vient de recevoir des mains du roi d'Espagne, sacrées et républicaines néanmoins, le prix “Fondena 2007” pour son action en faveur de la protection de la nature.

excellent révélateur de ce qui nous attend: la réserve de paysans de Calaeo ne fait que pousser à l'extrême cette logique, y compris dans son aspect rééducation : permettre « *l'intégration des populations dans la société de l'information* », et ces populations sont ainsi précisées :

*« prendre les éleveurs et les habitants du village, les rassembler avec les gens des mouvements conservationnistes, tous ensemble cohabitant dans le village, puis mettre en œuvre /etc.../. Ce sont de telles personnes, liées à des mouvements de protection de la nature, qui seront les fers de lance du projet, elles seront des emblèmes pour attirer d'autres personnes venues de la ville et qui s'impliqueront dans un projet dont les dirigeants resteront les gens qui vivent dans les villages. »* (le côté boy-scout-feu-de-camp est impressionnant de connerie!)

On peut aussi remarquer que la répartition de l'espace et des activités qu'organise le plan Mansholt, est très exactement la même qu'ont entérinée la nouvelle PAC et ses promoteurs : il y a une logique en continu qui s'exprime et se réalise **depuis le début** en radicalisant simplement chacune des étapes une fois qu'on estime la précédente accomplie et donc dépassée. Au delà des gesticulations, il faut quand même rappeler que, côté français, « on » a aussi été directement acteur de ces orientations, même lorsqu'on fait le beau dans les travées du Salon de l'Agriculture ou gueule contre « Bruxelles ».

Et si on articule cette nouvelle PAC et ses zonages au document LifeCoex-UICN-WWF de 1997 traduit de l'anglais que je vous ai envoyé <sup>(2)</sup>, cette logique prend alors tout son sens.

Comme vient de me l'écrire un ami alpin à qui j'avais envoyé ce texte : « *Je viens de prendre le temps de lire attentivement ce document de 1997. C'est assez stupéfiant quand on relit le rapport Guth de mars 2008 /celui, très officiel, sur les loups, à leur place normale en montagne, mais pas dans les « vraies » zones d'élevage comme le Massif Central/. C'est l'instrumentalisation de toute la PAC au service des grands carnivores qui devient la finalité suprême! C'est d'autant plus insidieux que les présupposés idéologiques et philosophiques sont noyés dans un discours environnementaliste - très approximatif sur le plan scientifique- et qui, lors d'une lecture au 1er degré, paraît soucieux de l'intérêt de toutes les parties. C'est très fort et la parade sera difficile. »*

Là, je crois moi qu'elle est relativement facile et je lui ai répondu en ce sens : il faut très vite faire circuler ce texte notamment dans les instances agricoles responsables. Ce serait quand même très inquiétant si JA, FNSEA, APCA, FNO, FNEC ne réagissaient pas à cette instrumentalisation, après avoir adopté à Paris, le 10 Octobre 2007, le manifeste « *Pour le maintien de la biodiversité en zone d'élevage* » qui prend position contre ours et loups, et commence ainsi pour ceux qui ne le connaissent pas:

*« le pastoralisme /.../ maintient une activité économique et social en zone de montagne. Cette activité apporte des emplois dans des régions difficiles, notamment en montagne, et est à l'origine du fleuron de nos productions sous signe officiel de qualité /.../. L'activité pastorale est le premier garant de la défense d'un patrimoine culturel fort, comme la transhumance, et est le support incontournable du tourisme, ressource économique essentiel de nos massifs »*

Sans rentrer donc dans les détails, il est faux de limiter aux seules espèces-parapluies que nous avons indiquées les causes de la situation que nous connaissons aujourd'hui. L'administration la met en musique certes, les talibans de l'écologie chantent la chanson, et la nature, elle, continue à faire ce qu'elle a toujours fait, se taire : mais les deux premiers parapluies n'en sont que les supplétifs, des coucous glissés dans un nid bien gentiment bâti par des responsables précis, pour des raisons précises, selon une chronologie précise, et dans des buts précis : ça s'appelle tout simplement, choix politiques.

---

<sup>(2)</sup> certains destinataires du présent texte n'ont pas ce document de 1997; je le leur envoie dans un autre message à la suite, pour ne pas alourdir le premier mail . Notons les dates, 1996: enquête Ministère+APCA sur l'agriculture de montagne, 1997: texte LifeCoex+UICN+WWF. On était alors dans le début des discussions de la nouvelle PAC, chacun fourbissait ses armes.

On peut certes choisir de confondre le parapluie et le nuage qui porte l'orage .... mais faut pas pleurer quand ça mouille.

## **2) – Problème de fond aujourd'hui**

Il est redoutable. Dans ce contexte où l'on voit bien comment la soi-disant « nouvelle PAC » :

a) - ressemble furieusement à l'ancienne et ne fait qu'aborder l'étape suivante sous couvert de notions-alibis telles que « écoconditionnalité », « entretien des milieux », « second pilier », « découplage » ... nouvelles paroles pour ancienne musique ;

b) - plus fondamentalement, tend à réduire le métier de paysans en montagne à la seule fonction de jardinier de la nature, fournisseur d'espaces touristiques (ce que ce paysan est aussi d'ailleurs, mais d'abord parce qu'il est producteur de nourriture, dans des conditions de respect du milieu et de bien-être animal qui font de lui, à ce titre de producteur, le premier défenseur du milieu ; on ne peut pas dire ça pour tout, malgré les contorsions verbales en cours);

c) - est totalement instrumentalisée et conçue en faveur des grands prédateurs et de l'ensauvagement des zones de montagne (en attendant les zones de moyenne montagne, troisième étape sous jacente), comme le prouve le document LifeCoex-UICN-WWF de 1997 et le très officiel rapport Guth sur le loup qui vient de paraître (mon correspondant alpin, qui a lu tous les documents, à très bien vu les relations);

d) - pourrait une fois de plus conduire à s'interroger sur le rôle joué dans cette nouvelle étape par les instances représentatives et majoritaires de l'agriculture nationale **SI** les « *Eléments pour un bilan de la Politique de la Montagne* » publiés en 1996, et le manifeste « *Pour le maintien de la biodiversité en zone d'élevage* » adopté à Paris, le 10 Octobre 2007, ne semblaient attester d'une évolution majeure dans les conceptions (rappelons cette phrase : « *Cette activité apporte des emplois dans des régions difficiles, notamment en montagne, et est à l'origine du fleuron de nos productions sous signe officiel de qualité* », on n'est plus du tout dans la conception totalement idéologique du « handicap naturel », c'est presque même l'inverse !);

e) - pourrait même, en montagne, devenir très vite encore davantage ... la construction du vide, si l'on se base sur le fait suivant : le document LifeCoex de 1997 indique des orientations que l'on retrouve telles quelles dans cette nouvelle PAC. On peut alors tout craindre pour l'avenir de l'économie touristique elle-même, et ses jardiniers-Indiens, lorsqu'on y lit ceci :

*« page 97 - 2 - Développement rural et conséquences possibles*

*Comme indiqué au chapitre 1, Il existe en Europe des aides au développement rural visant à stimuler d'autres activités que l'agriculture et l'élevage, comme le tourisme rural. Dans certaines zones agricoles particulièrement intéressantes du point de vue environnemental et dans lesquelles les grands carnivores sont présents, en particulier dans celles où l'objectif prioritaire est la conservation de ces espèces, ce type d'aide devrait dépendre de programmes élaborés à partir d'études d'impact. C'est rarement le cas, et pourtant il est nécessaire que les conséquences du développement de telles activités sur la population de ces prédateurs soient étudiées en profondeur.*

*La promotion d'activités touristiques ou autres peut apporter des avantages socio-économiques dans les aires désavantagées menacées de désertification rurale, mais si ces activités ne sont pas appuyées sur une planification sérieuse à long terme, elles peuvent conduire à des effets négatifs sur les populations de grands carnivores.*

*Comme nous l'avons dit, le retour à l'état sauvage de certaines zones (dû entre autres à la baisse de la pression humaine) a permis la recolonisation par de nombreuses espèces de grands mammifères. Le retour d'activités humaines dans ces zones, même sans agriculture ou élevage, pourrait aboutir à compromettre les conditions optimales pour la survie de ces espèces (prédateurs et proies). »,*

dans ce contexte donc, ce qui nous reste à faire me paraît ... simple (oui, simple!). Et je vais conclure sur cela.

### **3) - Conclusion**

Soit on continue à poser ours, loups (il faut ajouter lynx, les vautours c'est un autre problème) comme un problème venu de l'extérieur, à la marge, porté par des associations dont certaines sont de vraies talibans de l'écologie, d'autres des profiteurs dont le gagne pain est les financements des programmes type LifeCoex (dans les Pyrénées : FIEP, ADET, ACP), mais dont d'autres ne disent pas que des sottises sur les problèmes de fond que soulève, par ailleurs, l'écologie scientifique.

Soit, tout en flinguant sèchement les associations des deux premiers types indiqués ci-dessus, on oriente vraiment notre action sur les problèmes de fond, sur les causes qui ont conduit à la situation actuelle, les changements fondamentaux d'orientation que suppose leur résolution.

Dans le premier cas, on reste à côté de nos pompes, et continue à donner l'image médiatique d'une guéguerre, un peu ridicule vue de l'extérieur, entre partisans de et ennemis de ... Il dure quand même depuis un certain temps ce feuilleton, non ? Vous n'en avez pas marre de tourner en rond ?

Dans le second, on se donne les moyens réels d'une vraie réflexion sur le rôle et la place d'une vraie agriculture en montagne, où chacun des non-dingues a toute sa place qu'elles qu'aient été ses positions passées et que soient ses positions actuelles. Pour me limiter aux intéressés directs :

- nous, nos associations **résistantes**, ceux qui en font partie et les font vivre : nous avons amplement acquis légitimité par notre lutte et le nombre de nos adhérents;
- les représentants de la profession, les structures de recherche dédiées;
- les associations environnementalistes non talibans et non stipendiées (pas les « bidons » quoi !);
- les professionnels du tourisme en montagne ;
- les élus politiques des massifs.

Vous me connaissez à peu près tous, je crois ne pas être particulièrement naïf, ni tout à fait « crétin » bien qu'Ariégeois : mais réussir cette synergie dans la réflexion me semble possible, et même si de temps en temps les chaises peuvent voler entre tous (!), c'est la seule façon, pour tous, de sortir par en haut d'un problème qu'il faudrait quand même cesser de poser dans le style : « c'est pas moi, c'est les autres ».

Et je m'adresse à présent directement à Jean-Louis Cazaubon et Dominique Barau/FNSEA :

« Jean-Louis, Dominique, quand nous nous sommes rencontrés pour préparer la réunion de Paris qui aboutit au manifeste, lorsque nous avons discuté après mon intervention à cette réunion où vous m'aviez invité, j'ai quand même cru sentir que nous étions plus ou moins sur la même longueur d'onde, que la montagne désert, jardin ou réserve d'Indiens, ce n'était pas non plus votre « truc ». Que fait-on à présent pour aller plus loin ? Je suis, vous le savez, à votre disposition pour réfléchir ensemble, avec tous ceux que je viens de citer (ne pas oublier Laurent Garde, qui intervint aussi à Paris, et son CERPAM). Alors, on le fait, où on se dit au revoir? »

Ce texte est fait pour être diffusé dans tous nos réseaux, je demande à Marie-Lise de bien vouloir le transmettre à Jean-Louis et Dominique dont je n'ai pas les coordonnées. Il sera par ailleurs mis en ligne sur le site de mon association l'ASPAP, et nulle part ailleurs pour l'instant, mais il n'engage que moi, pour l'instant du moins, je l'espère ...